

**Séance ordinaire du
lundi 11 décembre 2023**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-trois et le onze décembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Protection de la population
et tranquillité publique**

Présents :

Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Michaël DELAFOSSE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Clare HART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Jean-Dominique DELAVEAU, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE.

Absents / Excusés :

Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Fatma NAKIB, Catherine RIBOT, Joëlle URBANI, Alban ZANCHIELLO

**Stationnement Payant sur Voirie - Convention 2024-2026 de gestion des Forfaits
de Post-Stationnement (FPS) entre la Ville de Montpellier et l'Agence Nationale
de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI) - Approbation - Autorisation
de signature**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, le stationnement est devenu une modalité d'occupation du domaine public et le non-paiement immédiat du stationnement est assimilé au choix de l'utilisateur d'un paiement postérieur au stationnement par l'intermédiaire d'un Forfait de Post-Stationnement (FPS). Le FPS est donc dû au titre de l'occupation du domaine public, en cas de stationnement sur un emplacement payant de voirie. Il est édité par voie dématérialisée et géré par l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI).

Une convention cycle complet a été conclue par la Ville avec l'ANTAI par délibération du 30 novembre 2020. Cette convention d'une durée de 3 ans arrive à échéance le 31 décembre 2023. Afin de prolonger ce service avec l'ANTAI, il est proposé de renouveler la convention pour la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2026.

L'adhésion à ce cycle complet permet lors de l'émission d'un FPS, sa notification par l'ANTAI, au nom et pour le compte de la Collectivité. Celle-ci se fait par voie dématérialisée ou par voie postale, au domicile du titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule concerné ou du locataire de longue durée ou de l'acquéreur du véhicule, dans le cadre de l'article L.2333-87 du Code général des collectivités territoriales, suivant réception du FPS par l'ANTAI.

L'utilisateur a, grâce à cette notification, la possibilité de payer le FPS dans les délais impartis de 90 jours. De surcroît, il peut effectuer une réclamation nommée RAPO (Recours Administratif Préalable Obligatoire) avant la date d'expiration de celui-ci (30 jours). En cas de non-paiement dans un délai de 90 jours, l'utilisateur reçoit un titre exécutoire majoré, en raison des frais de traitement étatique.

Dans le cadre de cette convention, il est précisé que les frais de gestion pour le traitement et l'envoi postal d'un FPS seront de 1,63 €, à réévaluer chaque année en fonction notamment du coût d'affranchissement de La Poste. Dans le cas d'un envoi dématérialisé, le traitement coûtera 0,83 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention, entre la Ville de Montpellier et l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions sur la base d'une procédure en cycle complet, pour les années 2024 à 2026 ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 22 décembre 2023

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 décembre 2023

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention ANTAI Cycle Complet 2024-2026.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20231211-252456-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 22/12/23
Réception en Préfecture : 22/12/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.